

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
1722, avenue de Colmar
47916 Agen

Agen, le 07/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DUPARANT Alain

3830 route de Noaillac
47180 Meilhan-Sur-Garonne

Références : CD-FP/CM/SM/UbD24-47/2026-096
Code AIOT : 0005209389

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/04/2026 dans l'établissement DUPARANT Alain implanté 3830 routz de Noaillac 47180 Meilhan-sur-Garonne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été demandée par Mme la substitut du procureur en collaboration avec la gendarmerie (brigade motorisée de Marmande) suite à une enquête préliminaire pour dépôt important de véhicules, de pièces détachées, de moteurs et de déchets sur un terrain situé route de Noaillac, commune de Meilhan-du-Garonne.

Ce site avait déjà fait l'objet d'une demande de renseignement de Mme le Procureur de la République de Marmande en 2009.

L'inspection du 5 octobre 2010 avait constaté, suite à la mise en demeure du 9 décembre 2009, que les activités de stockage et de démontage de véhicules hors d'usage concernaient maintenant une

superficie inférieure à 50 m². Il lui avait été demandé d'éliminer les trois véhicules hors d'usage encore présents à cette adresse auprès d'un démolisseur agréé.
La présente inspection est réalisée suite à une nouvelle suspicion de présence de véhicules hors d'usage au delà des seuils ICPE.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DUPARANT Alain
- 3830 routz de Noailac 47180 Meilhan-sur-Garonne
- Code AIOT : 0005209389
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le terrain concerné par ces activités est constitué des parcelles cadastrées section ZL n°125 pour une superficie de 6 052 m² et ZL n°128 pour 47 m² soit au total 6 099 m².

Ce site comprend une maison et une grange. Les véhicules hors d'usage (automobiles, motocyclettes, tracteur ...) sont répartis sur le terrain.

Thèmes de l'inspection :

- AN26 Illégaux déchets
- VHU

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Point de contrôle Présence d'une ICPE	Code de l'environnement du 11/07/2025, article L511-1	Mesures conservatoires, Mise en demeure, dépôt de dossier	15 jours
2	Nomenclature des installations classées	Code de l'environnement du 11/07/2025, article L511-2	Mesures conservatoires, Mise en demeure, dépôt de dossier	15 jours
3	Obligation de contractualisation	Code de l'environnement du 10/02/2026, article L. 541-10-26 et R. 543-155-1 (II)	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours
5	Dématérialisation des bordereaux de suivi de déchets	Code de l'environnement du 10/02/2026, article R. 541-45	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Obligation de reprise sans frais des VHU	Code de l'environnement du 10/02/2026, article R. 543-155 (II)	Sans objet
6	Obligation de remise des batteries issues des VHU et DEEE	Code de l'environnement du 18/08/2025, article 65	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vu des dispositions du Code de l'Environnement et de la nomenclature des installations classées, les installations et activités de M. Alain DUPARANT au lieu-dit « Courte Botte Nord » à MELHAN SUR GARONNE sont :

- soumises à enregistrement préfectoral au titre de la réglementation des Installations Classées pour l'installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage (2712), sans toutefois disposer d'un arrêté préfectoral d'enregistrement pour cette activité.
- soumises à contrats avec au moins un éco-organisme ou un système individuel agréé pour les opérations de gestion des véhicules hors d'usage, sans toutefois disposer du dit contrat.

L'inspection propose à Monsieur le Préfet un projet d'arrêté préfectoral mettant en demeure M. Alain DUPARANT de régulariser son activité (dépôt d'un dossier ou cessation d'activité). Par ailleurs, un projet infligeant une amende est aussi proposée à la signature de Monsieur le Préfet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Point de contrôle Présence d'une ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/07/2025, article L511-1
Thème(s) : Situation administrative, gestions de déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sont soumis aux dispositions du présent titre (ICPE) les usines, ateliers, dépôts, chantiers et, d'une manière générale, les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour l'utilisation économe des sols naturels, agricoles ou forestiers, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site comporte un ensemble de déchets de métaux, pièces mécaniques de voitures, de 27 véhicules hors d'usage, d'une cinquantaine de pneus, portières, pare-brise, plastiques de véhicules</p>

<p>qui répond à la définition de l'article L511-1 du code de l'environnement, sans que l'exploitant soit titulaire d'une autorisation d'exploiter au titre des ICPE.</p> <p>L'ensemble est stocké en extérieur sans précaution.</p> <p>Cf point de contrôle n°2.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant régularise sa situation administrative (cf point de contrôle n°2).</p> <p>Dans l'attente de sa régularisation administrative, aucun déchet de métaux ou véhicules hors d'usages (VHU) ou pièces de VHU ne sont réceptionnés sur le site.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mesures conservatoires, Mise en demeure, dépôt de dossier</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 2 : Nomenclature des installations classées

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/07/2025, article L511-2</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature des installations classées</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations visées à l'article L. 511-1 sont définies dans la nomenclature des installations classées établie par décret en Conseil d'État, pris sur le rapport du ministre chargé des installations classées, après avis du Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques. Ce décret soumet les installations à autorisation, à enregistrement ou à déclaration suivant la gravité des dangers ou des inconvénients que peut présenter leur exploitation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'ensemble des véhicules hors d'usage représente une surface supérieure à 100 m² (27 VHU pour environ 150 m²).</p> <p>AU regard des constats réalisés, l'exploitant est susceptible d'être soumis au régime de l'enregistrement pour la rubrique 2712-1.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant est tenu de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soit déposer sous 3 mois un dossier de demande d'enregistrement - soit cesser ces activités. <p>Dans l'attente, toute activité sur le site est suspendu sur le site sauf les activités d'élimination des véhicules hors d'usage.</p>

Aussi, l'exploitant respecte les dispositions suivantes :

- l'interdiction de tout nouvel apport de nouveaux véhicules hors d'usage ou autres produits ou déchets sur site ;
- la mise en place d'une surveillance permanente de ses installations, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 ;
- le maintien de l'installation accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours ;
- la sécurisation de l'installation de manière à interdire toute entrée non autorisée ou, a minima, matérialiser l'interdiction d'accès par un affichage spécifique ;
- la mise en œuvre des moyens de prévention et de lutte contre l'incendie afin de s'assurer que le risque incendie lié à l'entreposage des déchets combustibles en attente de leur évacuation soit maîtrisé. Notamment l'installation est a minima équipée :

- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits et déchets gérés dans l'installation ;
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- d'un plan de la configuration du site, précisant la nature des produits ou déchets afin de faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ;
- de moyens supplémentaires en eau de lutte contre l'incendie.

Au regard des constats réalisés, un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure est proposé à la signature du Préfet du Lot et Garonne.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mesures conservatoires, Mise en demeure, dépôt de dossier

Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Obligation de contractualisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/02/2026, article L. 541-10-26 et R. 543-155-1 (II)

Thème(s) : Actions nationales 2026, Déchets de véhicules (voitures, camionnettes, 2/3 roues, quads)

Prescription contrôlée :

I.-Les opérateurs de gestion de déchets ne peuvent procéder aux opérations de gestion des véhicules hors d'usage suivantes que s'ils ont passé des contrats en vue de cette gestion avec au moins un éco-organisme ou un système individuel agréé en application de l'article L. 541-10 : 1° La reprise sur le territoire national des véhicules hors d'usage ; 2° La dépollution des véhicules ; 3° Le traitement des déchets dangereux issus des véhicules.

Constats :

L'inspection a constaté :

- Absence de contrat signé avec l'éco-organisme ou un ou plusieurs systèmes individuels agréés en

<p>application des articles L. 541-10-26 et R. 543-155-1 du code de l'environnement.</p> <p>- Absence de document (courrier, courriel...) démontrant qu'une démarche de contractualisation a été engagée auprès de l'éco-organisme ou des systèmes individuels agréés concernés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est rappelé que les centres VHU ne peuvent traiter sous couvert d'un contrat avec un système individuel que les véhicules de la ou des marques concernées par ce même système individuel (II de l'article R. 543-155-1).</p> <p>L'exploitant doit contracter avec l'éco-organisme ou un ou plusieurs systèmes individuels agréés en application des articles L. 541-10-26 et R. 543-155-1 du code de l'environnement.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 4 : Obligation de reprise sans frais des VHU

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/02/2026, article R. 543-155 (II)</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2026, Déchets de véhicules (voitures, camionnettes, 2/3 roues, quads)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les centres VHU réceptionnent sans frais dans leurs installations les VHU qui leur sont remis ou cédés par leur détenteur, y compris le cas échéant un collecteur, quel que soit le producteur, ainsi que ceux relevant des articles L. 541-21-3, L. 541-21-4 et L. 541-21-5 et ceux livrés à la destruction en application des articles L. 325-7 et L. 325-8 du code de la route</p>
<p>Constats :</p> <p>Ce point n'a pas été abordée lors de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Dématérialisation des bordereaux de suivi de déchets

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/02/2026, article R. 541-45</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2026, Traçabilité des déchets dangereux – Trackdéchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique. (...) Sont également exclues de ces dispositions les personnes qui remettent des déchets mentionnés au</p>

premier alinéa de l'article R. 541-42 à un producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place un système individuel de collecte et de traitement de ces déchets en application de l'article L. 541-10, ou à un éco-organisme mis en place en application de l'article L. 451-10 qui pourvoit à la gestion de ces déchets en application du II du même article. Dans ce cas, le bordereau est émis par le producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place le système individuel, ou par l'éco-organisme.

Constats :

L'inspection a constaté que le centre VHU n'est pas inscrit dans Trackdéchets

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande l'inscription du site dans Trackdéchets dans le cadre de sa régularisation afin de pourvoir à la gestion de ses déchets.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 6 : Obligation de remise des batteries issues des VHU et DEEE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 18/08/2025, article 65

Thème(s) : Actions nationales 2026, gestion des batteries extraites des véhicules

Prescription contrôlée :

Les exploitants d'installations de traitement relevant de la directive 2000/53/CE (VHU) ou de la directive 2012/19/UE (DEEE) remettent les déchets de batteries résultant du traitement des véhicules hors d'usage ou des déchets d'équipements électriques et électroniques aux producteurs des catégories de batteries concernées ou, aux éco-organismes ou aux opérateurs de gestion des déchets sélectionnés par ces éco-organismes dans le cadre de procédure d'appel d'offres

2. Les exploitants d'installations de traitement visés au paragraphe 1 conservent des registres de ces transactions de Remise.

Constats :

Ce point n'a pas été abordée lors de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite